

« Je suis Charlie » ? Mon cul !

La Pastèque

Source : <http://www.iew.be>, 14 janvier 2015

Est-il encore utile de revenir sur la tuerie de « Charlie Hebdo » après les torrents de paroles et les tombereaux d'écrits déversés depuis huit jours ?

Reste-t-il quelque chose de pertinent à ajouter aux commentaires, analyses, décryptages et exégèses lus et entendus en boucle sur les médias professionnels ou sociaux ? A défaut de « partager mon émotion » ou « témoigner de ma solidarité », m'est-il permis d'accrocher des questions et enjeux balayés par la déferlante « Je suis Charlie » ?

Ces interrogations me taraudèrent l'esprit au moment de m'atteler à la rédaction de cette chronique. Refus de l'opportunisme. Crainte de la vanité. Mais le « Oui » s'étant par trois fois imposé en réponse non ambiguë à mes questionnements, j'ai décidé de me lancer dans un exercice dont je sais qu'il me laissera insatisfait mais espère qu'il contribuera à votre réflexion. D'autres plus autorisés que moi – dont Willem et Luz, figures historiques de « Charlie » – ont exprimé l'anachronisme du soutien à leurs amis tombés sous les balles.

Eux, les libertaires pacifistes et anarchistes, eux qui exécraient les drapeaux et les nationalismes, eux qui vomissaient l'ordre établi et la bien-pensance, que penseraient-ils de ces cohortes brandissant l'étendard patriotique, acclamant policiers et militaires, braillant les couplets sanguinaires de « La Marseillaise »... ? « Ils auraient conchié ce genre d'attitude », dit Luz. Pour ma part, en voyant la pluie s'inviter au rendez-vous parisien, j'imaginai Charb, Cabu, Tignous... debout sur un nuage et pissant effrontément sur la « marche républicaine ». Bien sûr, il ne faut pas salir, il ne faut pas rabaisser ce « formidable élan citoyen », il ne faut pas être désabusé ou cynique. Il ne faut pas... Mais fallait-il que cette multitude se réclamant des valeurs de tolérance entonne avec un ferveur extatique un hymne demandant « qu'un sang impur abreuve nos sillons » ? N'ont-ils pas compris, tous ceux-là, que c'est très précisément ça qui motive les frères Kouachi, Amely Coulibaly et autres djihadistes, « abreuver leurs sillons » du « sang impur » de ceux qu'ils ont décrétés mécréants... ?

D'autres aussi, de la Ligue des Droits de l'Homme à Reporters sans Frontières, ont dit l'incongruité de voir les dirigeants de pays bafouant allègrement la liberté d'expression (et pas que) participer à une manifestation en l'honneur de celle-ci. La présence d'autorités venues de Turquie – Etat qui embastille non seulement les journalistes mais aussi des hommes et des femmes dont le seul « délit » (!) est de revendiquer leur culture kurde – et d'Arabie saoudite – régime qui finance ouvertement les intégristes islamiques – constituait une de ces fautes de goût qui auraient fait pleurer de rire les *Charlie's boys* et déchaîné leurs crayons.

D'autres encore ont mis en garde contre la tentation de considérer l'attaque contre « Charlie » comme un phénomène exogène. En effet, si cet intégrisme « qui n'est pas l'Islam » se nourrit et se développe essentiellement à l'extérieur de nos frontières, il se sème bel et bien ici et maintenant, dans un terreau propice à sa gestation. La montée de la haine envers « Charlie » révèle une fracture sociétale qui se creuse et qu'il serait suicidaire de nier. On peut, à l'instar d'un François Hollande soucieux de ne pas jeter d'huile sur un feu couvant, (feindre de) croire en un islam univoque et uniforme, intégralement bon et tolérant mais c'est, sans jeu de mots, se voiler la face. Il y a, notamment du côté de l'Arabie saoudite, un islam wahhabite peu compatible avec ces notions de bonté et de tolérance et guère enclin à s'accommoder de ce qui s'oppose à sa vision du monde. Un islam où la charia – « chemin pour respecter la loi de Dieu » – fait loi, où les règles religieuses débordent de l'engagement individuel pour s'imposer à tous. L'intégrisme et son bras armé djihadiste relèvent de cet islam totalitaire. Et parce que nous nous opposons à sa vision du

monde, parce que nous refusons que les préceptes d'une religion, *a fortiori* minoritaire, régissent notre manière de vivre ensemble, nous sommes devenus ses cibles. Il faut oser le dire et l'assumer : cet islam-là n'a pas sa place chez nous.

Tout cela a été relevé par d'autres et je n'y reviendrai plus. De même, je laisse aux sociologues, anthropologues, psychologues, politologues et tout autres « *-logues* » considérés compétents le soin d'analyser les motivations affichées et enfouies de cette mobilisation « historique », de faire le tri entre ce qui relève des tripes, du cœur ou de la raison, de mesurer la portée réelle et fantasmée du mouvement puis d'en tirer toutes les conclusions édifiantes pour la gloire sinon l'avenir de cette « France unie, calme et forte, debout et sereine ».

Je préfère en ce qui me concerne pointer l'hypocrisie-crasse cachée sous le vernis de la communion humaniste. Car même si on a opportunément évité de la rappeler, la réalité impose un constat implacable : tout le monde n'a pas toujours été Charlie, tant s'en faut. Nombre de ceux, anonymes ou célèbres, qui prétendent aujourd'hui défendre la liberté d'expression considérée comme une valeur absolue, intangible et inaliénable, se dressaient hier pour imposer des limites à l'irrévérence.

Quand, le 8 février 2006, « Charlie » publia « *par solidarité et par principe* » des caricatures de Mahomet parues dans le journal danois « Jyllands-Posten » en septembre 2005 et dont les auteurs étaient menacés de mort, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), la Grande mosquée de Paris (GMP) et la Ligue islamique mondiale (FIM) s'empressèrent de déposer plainte contre l'hebdomadaire pour « injures stigmatisant un groupe de personnes en raison de leur religion », considérant que cette publication constituait « un acte délibéré d'agression visant à heurter » les personnes de cette religion. Précisons, pour bien mesurer l'ampleur de « l'injure » et de « l'agression » que celles-ci consistaient à caricaturer le prophète Mahomet alors que le Coran interdit sa représentation... au même titre que la Bible et la Torah refuse l'image de Dieu et de Yavhé (Michel-Ange et quelques autres l'ont échappé belle !). Si François Bayrou, Nicolas Sarkozy – « opposé à toute censure » [1] – ou François Hollande – pour qui ce procès était « un abus de droit » [2] – affichèrent clairement leur soutien au journal, à l'opposé, 79% des Français jugèrent « inacceptable » de se moquer publiquement d'une religion [3]. Le Tribunal Correctionnel de Paris estima que « dans une société laïque et pluraliste, le respect de toutes les croyances va de pair avec la liberté de critiquer les religions, quelles qu'elles soient » [4], décision confirmée en appel en mars 2008.

Cette action en Justice constitue un événement-clé ; elle marque le début d'une escalade qui connaîtra son macabre épilogue ce 7 janvier 2015.

Dans la nuit du 1er au 2 novembre 2011, à la veille de la sortie d'un numéro spécial baptisé « Charia Hebdo » avec Mahomet comme rédacteur en chef (!) en charge d'expliquer la nuance entre « charia douce » et « charia dure », un cocktail Molotov bouta le feu aux bureaux du journal tandis que son site est piraté.

Mais c'est lorsque, le 19 septembre 2012, « Charlie » publia de nouvelles caricatures mettant en scène le prophète alors que le film anti-islam « The innocence of Muslims » enflammait le monde musulman que la fracture entre partisans et détracteurs du « droit au blasphème » apparut clairement.

Alors que François Fillon – « Je défends Charlie Hebdo, je défends la liberté d'expression et je pense qu'on ne doit pas céder un pouce de terrain dans ce domaine-là. » [5] ; SOS Racisme – « SOS Racisme tient à apporter son soutien à l'équipe de Charlie Hebdo et ne saurait tenir pour responsable de « provocation excessive » un journal satirique qui fait du principe de laïcité et de la caricature du fait religieux son identité depuis sa fondation. » [6] ; Manuel Valls et... Marine Le Pen soutinrent le journal, d'autres, nombreux, le condamnèrent, souvent sans réserve : l'ancien ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux – « Il s'agit d'une provocation inutile » [7] ; le Conseil français du culte musulman – condamne « avec la plus grande vigueur ce nouvel

acte islamophobe » [8] ; le Bureau National de Vigilance Contre l'Antisémitisme – « désapprouve totalement le comportement des journalistes et caricaturistes de Charlie Hebdo qui, abusant de la liberté d'expression, ont offensé gratuitement par leurs dessins, juifs et musulmans, dans la foulée. » [9] Le premier ministre lui-même, Jean-Marc Ayrault, tout en affirmant la « liberté de caricature », exprima sa « désapprobation face à tout excès » [10].

Les plus virulents détracteurs se cachaient toutefois là où on ne les attendait pas.

Interrogé sur les responsables de « Charlie », Daniel Cohn-Bendit déclara ainsi : « *Moi, je les trouve cons, pour parler français. (...) Ils doivent aimer se faire mal. Ils se disent « On va frapper, comme ça on va avoir la police, on va avoir peur, ça va nous faire jouir ! » »* [11]. Quant à Guy Bedos, il se lâcha dans une diatribe qui laisse aujourd'hui un arrière-goût particulièrement âcre : « *« Charlie Hebdo », c'est pas mes copains. Qu'ils crèvent ! Ils ont pris des risques sur la peau des autres. Si on avait tué un gosse dans un lycée français de Lybie, d'Egypte ou de Tunisie, il n'y aurait pas de quoi pavoiser.* » [12]

Certes, on n'a pas entendu ceux-là marmonner au soir de l'attentat « *Bien fait pour leur gueule...* ». Seuls les imbéciles ne changeant pas d'avis, Cohn-Bendit a même considéré que « *ce qui est attaqué là c'est le droit à la critique radicale de toutes les religions. Charlie Hebdo c'est la radicalité anticléricale, c'est pour ça qu'ils ont été tués. Notre civilisation ce qu'on veut défendre, c'est le droit à cette radicalité. l'une des dernières formes de l'esprit de mai 68 qui a été assassinée.* » [13] C'étaient des cons mais des cons utiles, en quelque sorte... Face au pire, les détracteurs d'hier ne pouvaient évidemment que rallier le camp des partisans. Le « mieux vaut tard que jamais » s'avère toutefois ici particulièrement difficile à avaler car (pas seulement mais aussi), à cause de ce « tard », la violence s'est déchaînée, la mort a frappé.

C'est dès le départ, dès que les critiques se firent entendre, dès les attaques fusèrent, dès que les procès en blasphème s'enclenchèrent qu'il fallait afficher son soutien et sa solidarité, cette « *union nationale* » pour la « *liberté d'expression* ». Il ne s'agissait pas d'approuver l'esprit « Charlie » mais bien de faire bloc autour de son droit à l'irrévérence. Peut-être cela n'aurait-il rien changé... Peut-être. Peut-être pas. Cette défense sans faille aurait en tout cas constitué un message fort à destination des vierges outragées, une « *déclaration de guerre* » contre leur volonté de censure rappelant au passage que nul n'est obligé de regarder ce qui lui déplaît ou le choque. Au lieu de cela, les divisions ont entretenu les tensions et conforté dans l'illusion de leur légitimité ceux qui vouaient les caricaturistes à l'enfer. Sans le vouloir, sans le savoir, « Charlie » a joué un rôle de lanceur d'alerte et, comme beaucoup de ceux-ci, il a été vilipendé et abandonné dans son combat.

Il peut être tentant de réécrire l'histoire ou d'en occulter des passages déplaisants mais il existe ici un devoir de vérité, tant par respect envers les victimes que pour ne pas fausser les données du problème à solutionner. On ne doit ni ne peut donc oublier que ceux que l'on pleure aujourd'hui en les vouant au Panthéon étaient devenus, au fil des ans et des polémiques, l'objet d'accusations de racisme et islamophobie. Au point que Charb et Fabrice Nicolino, s'exprimant au nom de la rédaction publièrent une *tribune* dans « *Le Monde* » pour proclamer que « Non, "Charlie Hedo" n'est pas raciste ! » et rappeler à ceux qui l'avaient oubliée l'essence du journal : « (...) *Nous serions islamophobes, disent nos diffamateurs. Ce qui, dans la novlangue qui est la leur, signifie racisme. Où l'on voit combien la régression a gagné tant d'esprits. Il y a quarante ans, conspuer, exécrer, conchier même les religions était un parcours obligé. Qui entendait critiquer la marche du monde ne pouvait manquer de mettre en cause les si grands pouvoirs des principaux clergés. Mais à suivre certains, il est vrai de plus en plus nombreux, il faudrait aujourd'hui se taire. Passe encore que Charlie consacre tant de ses dessins de couverture aux papistes. Mais la religion musulmane, drapeau imposé à d'innombrables*

peuples de la planète, jusqu'en Indonésie, devrait, elle, être épargnée. Pourquoi diable ? (...) »

Notons au passage l'esprit particulièrement tordu du destin qui voulut qu'un des derniers dessins de Cabu, exécuté pour cause d'« islamophobie », s'attaque à un autre islamophobe désigné. La caricature, publiée dans « *Le Canard enchaîné* » de ce funeste 7 janvier 2015, montre Michel Houellebecq sur les genoux de Marine Le Pen qui lui déclare énamourée : « *Tu seras mon Malraux !* ». No comment.

Par sa capacité à taper équitablement sur tout ce qui lui déplaisait (toutes les religions, tous les nationalismes, tous les pouvoirs, toutes les bêtises), à s'affranchir de toutes les limites sinon celles du respect de l'autre (considéré dans sa dimension strictement humaine), à oser ouvertement « tout », « Charlie Hebdo » était le média le moins enclin à pouvoir être taxé d'un quelconque racisme ou soupçonné de stigmatiser autre chose que la connerie et l'obscurantisme. Si lui l'inattaquable – sinon pour faute de goût – n'a pas su échapper aux critiques, comment d'autres moins innocents pourraient-ils demain échapper au pilori sinon aux balles ?

Comment croire un instant en l'unanimité de façade affichée en ces jours de communion républicaine tant la « *liberté d'expression* » et le « *droit à l'irrévérence* » que l'on y vante apparaissent à géométrie variable selon leurs cibles, les procès en islamophobie ou en antisémitisme, pour ne citer qu'eux, guettant au coin de chaque critique ? Il y avait ainsi quelque chose de pathétique à entendre ces témoignages de manifestants évoquant dans la même phrase « *la liberté de parole* » qui est « *un droit sacré* » et le « *devoir de ne pas laisser passer les discours stigmatisant une communauté* »...

Ils furent des millions de Charlie auto-proclamés à arpenter les rues de France mais combien parmi eux connaissaient et plus encore cautionnaient l'esprit de « Charlie Hebdo » ? Ils seront des millions à vouloir acheter le « Charlie des survivants » mais combien d'entre eux iront au-delà du geste de sympathie et/ou de la quête du *collector* (voire d'un sensationnalisme obscène) ? Combien, par-delà ce *one-shot*, seront disposés à payer régulièrement pour une presse libre et de qualité, pendant indispensable à cette liberté d'expression qu'ils proclament chérir ?

Personnellement, j'échoue à voir dans ces rassemblements consensuels autre chose que la fédération des malaises et mal-être de l'époque, une compassion masturbatoire autour d'idéaux d'autant plus partagés que leurs contours sont flous – la « *liberté* », la « *tolérance* »... – et de repères que l'on redécouvre opportunément – la « *République* », les forces de l'ordre, la France devenue centre du monde – à une époque où on ne sait plus trop à quoi s'accrocher. Les « *On n'a pas peur !* » scandés aux quatre coins de l'Hexagone constituent moins un message adressé aux terroristes qu'une incantation défiant des lendemains en trop de points incertains.

Il n'y a là rien de méprisable mais il importe d'être conscient du moteur de la mobilisation pour en mesurer le sens, les limites et les potentiels retours de bâton. Car si elles font certes du bien, ni la compassion ni la masturbation ne constituent jamais des remèdes suffisants ; elles consolent les maux mais ne les résolvent pas. La condamnation par les instances islamistes – et on ne peut malheureusement pas ajouter « *intégristes* » – de la couverture pourtant moralement, à défaut d'humoristiquement, impeccable du « Charlie des survivants » en apporte une triste preuve.